

## Scandale des déchets toxiques

# Une dangereuse décharge à ciel ouvert à Tijirit

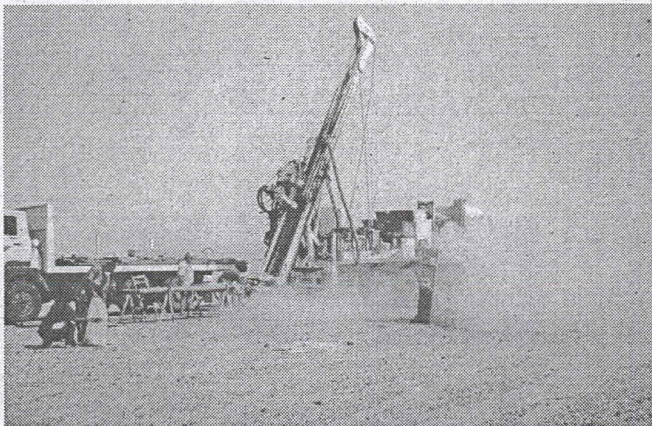
*Les députés du Rassemblement des Forces Démocratiques ont révélé dans les détails le scandale des déchets toxiques enfouis en plein désert, sur la route de Nouadhibou, dans des zones habitées. Tandis que l'entreprise émettrice de ces déchets a reconnu les faits, le gouvernement garde toujours le silence et ne daigne pas donner d'explications. Ce lundi, les élus parlementaires du parti d'Ahmed Ould Daddah ont invité la presse à les accompagner, afin de leur faire découvrir l'incroyable événement, qui se déroule dans le secret, loin des regards, en plein désert.*

# Scandale des déchets toxiques

## Une dangereuse décharge à ciel ouvert à Tijirit

*Les députés du Rassemblement des Forces Démocratiques ont révélé dans les détails le scandale des déchets toxiques enfouis en plein désert, sur la route de Nouadhibou, dans des zones habitées. Tandis que l'entreprise émettrice de ces déchets a reconnu les faits, le gouvernement garde toujours le silence et ne daigne pas donner d'explications. Ce lundi, les élus parlementaires du parti d'Ahmed Ould Daddah ont invité la presse à leur accompagner, afin de leur faire découvrir l'incroyable évènement, qui se déroule dans le secret, loin des regards, en plein désert. Selon une personne ayant accompagné la mission parlementaire, conduite par le député Abderrahmane Ould Mini et comprenant, entre autres de Me Mohamed Mahmoud Ould Ematt, les déchets appartiendraient à la compagnie minière Taziaz et le Gouvernement en aurait été informé, depuis quelques semaines déjà. Mais, il a tenu l'affaire en secret. Taziaz aurait reconnu l'erreur et fait porter les responsabilités à la société française Total.*

Ce scandale - qui est le second du genre après la mémorable crise des "déchets nucléaires" de la fin de années quatre-vingt-dix du siècle dernier - aurait été découvert par un berger accompagnant son troupeau de camélins dans la zone. A la vue d'un camion citerne à l'arrêt, le berger s'est approché, croyant qu'il transportait de l'eau. A sa vue, le chauffeur démarre en trombe vers une autre décharge à ciel ouvert 5 km plus loin, sans avoir fermé les vannes. Le berger en a été grandement surpris. Un simple coup d'œil au



sol lui fera découvrir l'écoulement d'un liquide noir visqueux, sur près de 5 km. La zone est située à 10 km du PK 270 de la route Nouakchott-Nouadhibou. Il avertit immédiatement les habitants de la zone qui, à leur tour, en informent les forces de l'ordre et de sécurité situées aux points de contrôle tout le long de l'axe Nouakchott-Nouadhibou.

### Silence du gouvernement

Celles-ci transmettent le message aux deux ministères concernés par cette affaire de la plus haute gravité, à savoir le ministère de l'Énergie et du pétrole ainsi que le ministère délégué chargé de l'Environnement. Les deux ministères se contentent d'effectuer des visites tardives sur les lieux et d'alerter les populations de la zone, les informant de la nécessité de quitter l'endroit en catastrophe, en raison des risques des déchets toxiques en question pour les personnes, comme pour le bétail. Les deux ministères ont agi de façon informelle, souterraine, loin de toute transparence, sans le moindre souci de manifestation de la vérité et sans le moindre respect de l'opinion publique. Ils ont étouffé le scandale, préférant agir dans l'intérêt des deux sociétés, au détriment de l'intérêt national. Surtout quand il s'agit de produits aussi toxiques que ceux utilisés dans l'industrie d'extraction de l'or (Taziaz) et l'exploitation pétrolière (Total). La délégation parlementaire de l'opposition s'est

déplacée pour observer de visu, en compagnie de représentants de la presse, le grand dépotoir chimique à ciel ouvert, réalisé par les compagnies Taziaz et Total, avec l'autorisation du gouvernement mauritanien. Selon l'un des chauffeurs des camions citernes en question, depuis le 30 mars dernier, chaque camion transporte par jour l'équivalent du contenu d'une citerne dans la zone, sous l'autorisation du ministère de l'environnement qui a permis à la société Taziaz d'enfouir les déchets toxiques dans la zone, située non loin des côtes. Le terrain est devenu noir, visqueux.

### Aveux et absence de l'Etat

Le directeur général de la société "Taziaz", Mike Robbins, aurait refusé de rencontrer les journalistes ayant accompagné la mission parlementaire du RFD, mais, face aux députés, il aurait admis les faits et reconnu l'ampleur des dégâts. Il leur aurait exprimé ses regrets de tout ce qui s'est passé, et notamment sa désapprobation de l'enfouissement de déchets dans un tel endroit, qui est une zone d'habitation (existence de villages, de campements). Il aurait déclaré même avoir tancé les responsables de la société Total, leur rappelant les dommages qui peuvent affecter l'environnement et les personnes du fait de la présence en un tel lieu d'une décharge d'une telle nature à ciel ouvert.

### Taziaz et total

Selon le manager de Taziaz, la société Total serait l'intermédiaire d'une transaction entre Taziaz et le gouvernement visant à autoriser l'enfouissement des déchets toxiques de Taziaz. Ce qui signifierait que Total est habituée à ce genre de transactions et a dû en bénéficier d'abord elle-même, avant de chercher à en faire bénéficier les autres. Ne dit-on pas que charité bien ordonnée commence par soi-même. Ainsi donc, le bassin de Taoudenni serait devenu un immense dépotoir pour la compagnie pétrolière française.

Mike Robbins, de nationalité britannique et DG de Taziaz aurait donné les ordres afin de déplacer les déchets toxiques avant leur enfouissement dans la terre, ce qui leur aurait coûté d'ores et déjà pas moins de huit mille dollars, à raison de 52 expéditions ! Rien que cela, 8.000 Dollars de facture pour Taziaz ? Alors que le coût de la facture est beaucoup plus gros pour la Mauritanie dont le gouvernement inconscient compromet l'environnement national, la vie de ses populations pour des vétilles ? Le gouvernement du Premier ministre Moulaye Ould Mohamed Laghdaf ne s'est pas encore prononcé sur ce scandale des déchets toxiques, autorisés, semblerait-il, selon le directeur général de Taziaz, par le ministère de l'environnement.

Avec la réédiction, sous le règne même de Mohamed Ould Abdel Aziz, du scandale des déchets toxiques, d'aucuns craignent que des mains invisibles ne s'évertuent à étouffer l'affaire, de peur que l'opposition ne s'en serve opportunément pour faire désavouer le gouvernement. A n'en point douter, il s'agit là du plus grand scandale auquel fait face un gouvernement mauritanien depuis des lustres. Le silence du gouvernement suscite bien des doutes quant à la crédibilité du ministère chargé de l'environnement et des orientations du président de la République et du premier ministre à ce sujet. Et même de la capacité des pouvoirs publics à préserver la vie des populations des risques occasionnés par des sociétés étrangères après au gain et peu respectueuses des lois et tout aussi moins soucieuses de la santé des "indigènes".